



## EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE, LA SCIENCE N'EST PAS EXACTE

**L**e terrible incendie qui a affecté la cathédrale Notre-Dame de Paris a empêché le président de la République de présenter les réponses qu'il entend apporter au Grand débat.

Nous n'avons en conséquence que les quelques orientations générales présentées par le Premier ministre. Or, elles peuvent quasiment être réduites à l'antienne de la réduction de la dépense publique, au prétexte que les Français auraient exprimé une « *exaspération fiscale* » et auraient « *compris [...] qu'on ne peut pas baisser les impôts si on ne baisse pas la dépense publique* ».

Mais, depuis, on a enregistré une autre réaction qui dit entres autres : « *Attention! On ne peut avoir la dépense publique que l'on a en France – la gratuité de la santé, de l'éducation, les retraites publiques, une lutte efficace contre la pauvreté – et pas d'impôts [...]. En fait, il faudrait prendre le débat dans l'autre sens : quel niveau de services publics veut-on? Quelles dépenses sont nécessaires pour répondre aux besoins des plus pauvres et d'une partie de la classe moyenne qui se sent laissée de côté?* », complétée par : « *Nous recommandons de faire davantage porter les impôts sur ce qui est le plus redistributif... plutôt sur les*

*héritages et les patrimoines les plus importants* ».

Ce ne sont certes pas exactement les termes que nous utilisons, mais force est de reconnaître que l'on y trouve assez précisément ce que FO porte de longue date. Ce qui est trop souvent qualifié de « *dépense publique* » est au contraire essentiel en matière de santé, d'éducation, de retraites, de lutte contre la pauvreté... autrement dit de protection sociale et de service public, donc de redistribution des richesses.

**Il faut, là encore, comme FO le revendique depuis longtemps, partir des besoins pour en déduire les moyens nécessaires.**

Et, plutôt que de partir d'une dépense à réduire », il faut, là encore, comme FO le revendique depuis longtemps, partir des besoins pour en déduire les moyens nécessaires.

Ce propos mérite d'être cité car il émane non pas d'un syndicat, d'un groupe d'économistes en rupture avec la doxa libérale, mais de l'économiste en chef de l'OCDE, à l'occasion d'une interview donnée au journal *Le Monde* (13 avril). Cette institution qui nous a, de longue

date, plutôt habitués à des discours favorables au libéralisme économique. Nous ne ferons d'ailleurs pas de ses rapports nos bréviaires (au sens figuré s'entend!) puisque l'OCDE vient à nouveau d'applaudir aux réformes structurelles engagées par le gouvernement.

Cela montre cependant qu'en matière économique et budgétaire, la science n'est pas exacte et que les analyses et positions générales portées par FO sont autant légitimes que celles qui nous sont opposées.

Cela nous convainc du bien-fondé de notre refus d'une réforme des retraites mettant à bas l'existant pour un système universel à points, refus qui nous a conduits aujourd'hui à stopper notre participation à la concertation, ne voulant pas cautionner de nouveaux reculs des droits.

Cela nous convainc du soutien confédéral apporté aux syndicats et fédérations FO mobilisés contre « *la transformation de la fonction publique* », la loi Santé ou le projet de loi pour une école de la confiance.

Comme cela nous convainc de notre soutien confédéral aux syndicats et fédérations engagés dans des négociations et actions pour les salaires et l'emploi.